

béral se trouvent à peu près d'accord, c'est celui de leur commune haine de l'enseignement confessionnel. Dans un discours prononcé hier soir à Conway, un des membres du cabinet, M. Lloyd Georges, député gallois et "non-conformiste" enragé, a annoncé qu'un des premiers actes du nouveau gouvernement, si les élections le maintenaient au pouvoir, serait de présenter une loi destinée à renverser l'oeuvre cependant si libérale accomplie en matière scolaire par les derniers cabinets Salisbury et Balfour. Les amis de l'enseignement religieux n'ont donc qu'à se le tenir pour dit. Déjà l'épiscopat catholique a adressé des instructions très précises à tous les électeurs catholiques pour les inviter à exiger des candidats aux prochaines élections des déclarations formelles en faveur du maintien de la loi Balfour de 1902. On veut espérer que les évêques anglicans sinon en corps — ils ne sont pas assez unis pour cela — du moins individuellement tiendront à honneur d'adresser de semblables recommandations à leurs ouailles."

Si le parti libéral tient ses engagements électoraux, les perspectives ne seront pas très brillantes pour les catholiques anglais. Une ère de lutte va s'ouvrir pour eux. La loi de 1902 leur assurait l'enseignement religieux dans leurs écoles, concurrentement avec leur part légitime dans les fonds destinés au soutien des établissements scolaires. Le nouveau gouvernement va probablement proposer le rappel de cette loi. Et les catholiques vont se retrouver alors dans les conditions d'infériorité dont ils ont si longtemps souffert. A ce point de vue, le triomphe du cabinet Bannerman est un événement déplorable, puisqu'il aura pour conséquence la victoire de l'école neutre. On conçoit que les évêques catholiques fassent tous leurs efforts pour éviter ce désastre. Mais le nombre des électeurs catholiques, en Angleterre et en Ecosse, est trop restreint pour qu'ils puissent exercer une influence décisive, à supposer qu'ils s'unissent dans une commune attitude. Quant aux anglicans, sont-ils susceptibles de mettre la question de principe religieux au-dessous de la question de parti?

Le *Catholic Directory* vient de publier une statistique établissant que le nombre des catholiques en Grande-Bretagne et en Irlande est aujourd'hui de cinq millions et demi, soit un